

Libération

Krach: devoir de vérité pour la gauche

PAR MANUEL VALLS  député PS de l'Essonne, maire d'Evry.

Londe de choc de la crise financière bouleverse déjà profondément le paysage idéologique international.

Devant la déferlante, les tenants du dogme libéral ont changé de pavillons. En France, Nicolas Sarkozy, jusqu'alors défenseur de l'Etat qui recule (à l'école, à l'hôpital, dans les banlieues...), n'a pas eu de mots assez durs pour qualifier les dérives du capitalisme financier. Une partie de la gauche se réjouit, déjà, de ce qui semble être une victoire totale de son credo. Mais rien n'est plus faux. Car ce qui la guette, si elle n'y prend pas garde, c'est une victoire à la Pyrrhus: céder à la facilité qui consiste à se définir uniquement en contradiction avec la droite sarkozyste. Si cette inclinaison est séduisante par sa simplicité, elle est un facteur d'immobilisme fatal. Dès lors que la droite pénètre par malice dans nos rives, nous criions à l'usurpation sans proposer, pour autant, d'alternative valable. Par ailleurs, condamnés, par essence, à toujours être perçus comme moins radicaux ou excessifs que les extrêmes, nous nous voyons rogner notre espace d'expression.

Depuis les origines, ce qui nous distingue des incantations d'une certaine gauche, c'est le devoir de responsabilité. Il s'accompagne d'un devoir de vérité que nous assumons avec lucidité: nous sommes favorables à l'économie de marché, il n'y a pas d'autre alternative. Ce qui nous définit, en

suite, intrinsèquement, c'est le besoin ardent de justice sociale quand la droite, elle, privilégie toujours la liberté individuelle. Qu'en est-il alors de l'application de nos deux fondamentaux identitaires – responsabilité et justice sociale – à la crise financière? Deux pistes de travail doivent être privilégiées.

Tout d'abord, il était urgent, au niveau européen, de rétablir la confiance. Les gouvernements devaient mettre fin aux comportements de «cavaliers seuls». Dans cette perspective, les résultats du sommet de l'Eurogroupe vont dans le bon sens. C'est pourquoi les socialistes français, à l'instar de tous les autres sociaux-démocrates européens, au pouvoir ou dans l'opposition, auraient dû les approuver. Pourtant, il faut aller plus loin dans la coordination des politiques économiques, en baissant réellement les taux d'intérêt et en mettant en place un plan massif d'investissements permettant de soutenir les grands travaux, l'innovation, la recherche et les nouvelles énergies.

Deuxième piste de travail, la réforme du système financier international qui pourrait être conduite par le Fonds monétaire international, seul acteur légitime pour le moraliser, harmoniser les règles comptables, mettre fin aux paradis fiscaux, assurer la saine séparation entre l'activité des banques d'affaires et celle des banques commerciales, détecter et aussi intervenir en cas de crise systémique.

Au-delà, il appartient à la gauche européenne de proposer une organisation du monde assurant un modèle de développement juste rééquilibrant les rapports avec les pays du Sud. Plus que jamais, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et les pays du Golfe, avec le G8, doivent participer à cette nouvelle gouvernance mondiale. Il faudra, notamment, proposer la mise en place d'une fiscalité internationale qui, sur le modèle de Tobin, aurait pour assiette les flux financiers et serait le socle de financement des objectifs du millénaire définis par l'ONU. Nos deux fondamentaux doivent également s'appliquer à la situation française. Notre économie entre en récession. Il ne faut pas cacher la réalité aux Français: le pays va devoir mener de vastes réformes de structure. Si le rôle de l'Etat régulateur et stratège s'impose de nouveau, cela ne doit pas signifier, pour autant, le laxisme en matière de déficits. On mesure, ainsi, toutes les conséquences de l'absence de cap de Nicolas Sarkozy et des largesses de son paquet fiscal qui suppriment toute marge de manœuvre à l'Etat.

Il faut revoir le diagnostic économique actuel du gouvernement qui mène la France au naufrage. La faiblesse de notre croissance est due, d'abord, à l'insuffisance de nos capacités de production et non à la faiblesse de notre demande intérieure – qui croît d'ailleurs plus vite que le PIB depuis 2002. Il est nécessaire de comprendre les

contraintes des entreprises qui sont le moteur de la création de richesses. Pour stimuler l'investissement, il faut baisser l'impôt sur les sociétés des entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices et le relever pour celles qui distribuent leurs profits uniquement sous forme de dividendes. De même, il faut baisser de façon exceptionnelle l'impôt sur les sociétés des petites entreprises, notamment les plus innovantes. Ce sont elles qui assureront le redémarrage de la croissance. En 2020, il manquera 25 milliards d'euros pour assurer l'équilibre du financement de notre système de retraite. Pour préserver notre moyen par répartition, la gauche devrait adopter le projet d'une évolution profonde inspirée de la Suède dans lequel chaque cotisant dispose d'un compte personnel, où il accumule ses cotisations tout au long de sa vie active, afin de déterminer le montant de sa pension au moment du départ en retraite.

Enfin, le tout ne pourra se réaliser sans une réforme volontariste de l'Etat. La France a besoin d'un Etat fort sur les missions de services publics essentielles: école, transports, sécurité, santé, culture; d'un Etat prévoyant et solidaire des Français les plus fragilisés. Cette réforme doit, enfin, s'appuyer sur une réelle décentralisation portée par une révolution de la fiscalité locale. Voilà les nombreuses exigences qui sont les nôtres, celles que nous devons aux Français.